



**COMITÉ TECHNIQUE
DE REVUE DES TITRES
ET CONVENTIONS MINIERS**

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

.....
Travail – Justice – Solidarité

Conakry, le 04 décembre 2013

N° 065 /CTRTCM/2013

Le Président

Objet : Audition de VBG par le Comité Technique.

V/Ref : Votre lettre 151/DISM/2013

A

Monsieur le Président- Directeur Général
VBG – VALE BSGR GUINEE
Cité Chemin de Fer – Immeuble Pita – 5^{ème}
étage
Conakry – République de Guinée

Monsieur le Président,

Je fais suite, par la présente, à votre lettre n°151/DISM/2013 du 2 décembre 2013 que vous aviez adressée au Comité Technique de Revue des Titres et des Conventions Minières (« CTRTCM »).

Le présent courrier a pour objet de vous communiquer des pièces confirmatives des allégations connues de vous. À cet égard, le CTRTCM vous informe que si, au vu de ces pièces et malgré leur caractère seulement confirmatif, VBG souhaite demander un report de l'audition de quelques jours, il ferait droit à une telle demande. En tout état de cause, le CTRTCM vous précise que la date de l'audition ne pourra être postérieure au 18 décembre.

Le CTRTCM vous demande donc de lui indiquer, **dès réception de ce courrier et au plus tard le 5 décembre**, si VBG demande un report de l'audition fixée au 10 décembre.

Par ailleurs, dans votre courrier en date du 2 décembre, vous indiquiez avoir demandé la présence de représentants de BSGR lors de l'audition. Afin de prévoir cette possibilité, vous aviez émis le souhait qu'un service d'interprétation soit mis en place à cette occasion.

Le CTRTCM vous demande en conséquence de bien vouloir l'informer le **9 décembre au soir au plus tard** (i) des noms et fonctions des représentants de BSGR à l'audition et (ii) des formalités consulaires qui devraient être éventuellement accomplies pour ce que ces personnes puissent entrer sur le territoire guinéen. À défaut de réponse dans le délai indiqué, le CTRTCM prendra acte du fait qu'aucun représentant de BSGR ne sera présent à l'audition et les demandes de présence des représentants de BSGR formées après cette date ne pourront donc être accueillies par le Comité.

Les modalités pratiques de l'audition - c'est-à-dire essentiellement le lieu et l'heure de début – vous seront communiquées dès que la date de l'audition aura été définitivement arrêtée

Enfin, les trois pièces communiquées, et qui tendent à confirmer les allégations contenues dans les courriers successifs précédemment envoyés par le CTRTCM, sont les suivantes :

- une déclaration de Mme. Mamadie Touré accompagnée des pièces jointes visées dans la déclaration elle-même (pièce n°1) ;
- une attestation de M. Frédéric Cilins (pièce n°2) ;
- une retranscription écrite, par constat d'huissier, de l'enregistrement audio de conversations entre M. Frédéric Cilins et Mme. Mamadie Touré (pièce n°3). Pour des raisons pratiques, l'enregistrement audio et vidéo proprement dit sera déposé le 4 décembre aux bureaux du conseil juridique de VBG à Paris ;
- la copie des chèques de 10.000 et 50.000 dollars américains signés par M. Frédéric Cilins à l'ordre de Mme. Mamadie Touré, accompagnés du relevé de compte bancaire (pièce n°4) ;
- les factures de la société Matinda & Co pour un montant de 998.000 et 2.000 dollars américains (pièce n°5) ;
- la plainte déposée le 15 avril 2013 devant les juridictions pénales fédérales américaines (pièce n°6) ;
- le protocole d'accord conclu le 20 juin 2007 entre BSGR et la société Matinda (pièce n°7) ;
- le contrat de commission conclu le 27 février 2008 entre BSGR (représenté par M. Asher Avidan) et la société Matinda (pièce n°8) ;
- le protocole d'accord conclu le 28 février 2008 entre BSGR et la société Matinda (pièce n°9) ;
- le protocole d'accord du 20 février 2006 Pentler-Mamadie Touré (pièce n°10) ;
- deux lettres d'engagement légalisées le 21 juillet 2006 Pentler-Mamadie Touré (pièce n°11) ;
- l'engagement de Pentler du 8 juillet 2010 envers Mme. Mamadie Touré (pièce n°12) ;
- l'engagement de Pentler du 3 août 2010 envers, notamment, Mme. Mamadie Touré (pièce n°13) ;
- le contrat et la déclaration signés mais non datés mettant un terme aux relations entre Pentler et Mme. Mamadie Touré (pièce n°14) ;
- un mémorandum réalisé par Veracity (pièce n°15).

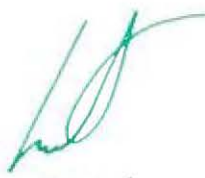
Pour des raisons pratiques et en raison du volume des pièces ci-dessus citées, j'ai demandé au conseil du CTRTCM de les déposer aux bureaux du conseil de VBG à Paris. Ces pièces, dès lors qu'elles proviennent de la procédure menée actuellement devant les juridictions pénales fédérales aux États-Unis et qu'elles sont communiquées dans le cadre de l'entraide judiciaire entre la République de Guinée et les États-Unis d'Amérique, sont strictement confidentielles et toute communication à des tiers non autorisés est naturellement prohibée. A ce titre, il est précisé que les représentants de BSGR font partie des tiers susceptibles d'y avoir accès aux fins, le cas échéant, de formuler des observations.

Les pièces dont il est question peuvent également, si vous le souhaitez, faire l'objet d'observations de votre part au cours de l'audition.



Je rappelle, enfin, que VBG peut, en application du Règlement de procédure, communiquer des observations écrites au Comité Technique dans un délai d'une semaine courant après la réception d'une copie de la transcription de l'audition.

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes sentiments distingués.



Nava TOURÉ

TRANSLATION

COMITE TECHNIQUE
DE REVUE DES TITRES
ET CONVENTIONS MINIERES

REPUBLIC OF GUINEA
Labour – Justice -Solidarity

Conakry, December 4, 2013

No. 065/CTRTCM/2013

CONFIDENTIAL

Re: Hearing of VBG before the Comité
Technique

The President

Y/Ref: Your letter 151/DISM/2013

To

Mr Chairman and Chief Executive Officer
VBG – VALE BSGR GUINEE
Cité Chemin de Fer – Immeuble Pita – 5th floor
B.P. 6389 – Conakry – République de Guinée

Mr Chairman and Chief Executive Officer,

I am following up on your letter No. 151/DISM/2013 of December 2, 2013 addressed to the Comité Technique de Revue des Titres et Conventions Miniers (“CTRTCM”).

This letter aims at providing you with confirmatory documents relating to the allegations known to you. In this regard, the CTRTCM informs you that if, in view of these documents and despite the fact that they are purely confirmatory, VBG wishes to request the postponement of the hearing for a few days, such request will be granted. In any event, the CTRTCM specifies that the date of the hearing cannot be scheduled for later than December 18.

The CTRTCM thus requests that you indicate, **upon receipt of this letter and by December 5 at the latest**, whether VBG requests a postponement of the hearing scheduled for December 10.

In addition, you have indicated in your letter dated December 2 that you have requested that BSGR representatives attend the hearing. In view of this possibility, you have expressed the wish that interpreters be made available at that hearing.

The CTRTCM requests, therefore, that you let it know by the **evening of December 9 at the latest** (i) the names and positions of the BSGR representatives expected to attend the hearing and (ii) any consular formalities that would need to be undertaken to allow these persons to enter the Guinean territory. In case of failure to reply within the given timeframe, the CTRTCM will take note that no BSGR representatives will attend the hearing and all requests for attendance of BSGR representatives sent after that date will thus be rejected by the Comité.

The practical modalities of the hearing – *i.e.* essentially the place and starting time – will be communicated to you as soon as the date of the hearing will have been definitively scheduled.

Lastly, the three documents communicated which tend to confirm the allegations raised in the successive letters previously sent by the CTRTCM, are the following:

- An affidavit from Mrs. Mamadie Touré along with the attachments referred to in the affidavit itself (**Exhibit No.1**);
- An affidavit from Mr. Frédéric Cilins (**Exhibit No.2**);
- A written transcript, by judicial officer, of the audio transcript of the conversations between Mr. Frédéric Cilins and Mrs. Mamadie Touré (**Exhibit No.3**). For practical reasons, the audio and video transcripts themselves will be delivered to the offices of the legal advisors of VBG in Paris on December 4;
- A copy of the cheques of 10,000 and 50,000 United States dollars signed by Mr. Frédéric Cilins for the benefit of Mrs. Mamadie Touré, along with the bank account statement (**Exhibit No.4**)
- The bills of the Matinda & Co company in an amount of 998,000 and 2,000 United States dollars (**Exhibit No. 5**);
- The complaint filed on April 15, 2013 before the United States federal criminal courts (**Exhibit No. 6**);
- The agreement signed on June 20, 2007 between BSGR and the Matinda company (**Exhibit No. 7**);
- The commission agreement signed on February 27, 2008 between BSGR (represented by Mr. Asher Avidan) and the Matinda company (**Exhibit No. 8**);
- The agreement signed on February 28, 2008 between BSGR and the Matinda company (**Exhibit No. 9**);
- The Pentler-Mamadie Touré agreement signed on February 20, 2006 (**Exhibit No. 10**);
- Two Pentler-Mamadie Touré letters of undertaking legalized on July 21, 2006 (**Exhibit No. 11**);
- Pentler's undertaking towards Mrs. Mamadie Touré of July 8, 2010 (**Exhibit No. 12**)
- Pentler's undertaking towards, among others, Mrs. Mamadie Touré of August 3, 2010 (**Exhibit No. 13**);
- The agreement and the declaration signed but not dated putting an end to the relationship between Pentler and Mrs. Mamadie touré (**Exhibit No. 14**);
- A memorandum prepared by Veracity (**Exhibit No. 15**).

For practical reasons and due to the size of the aforementioned documents, I have requested the legal counsel to the CTRTCM to deliver them to the offices of the legal advisors of VBG in Paris. These documents, insofar as they were obtained from the ongoing proceedings before the federal criminal courts in the United States and are communicated within the framework of the judicial cooperation between the Republic of Guinea and the United States, are strictly confidential and communications to unauthorized third parties is obviously prohibited. In this regard, it is specified that BSGR representatives are considered as third parties authorized to have access to these documents in order to submit their observations, as the case might be.

You may also submit some observations on these documents at the hearing, if you wish so wish.

Finally, I remind you that VBG can, pursuant to the Procedural Rules, communicate written observations to the Technical Committee within one week after the receipt of the copy of the transcript of the hearing.

Yours sincerely,

Nava TOURÉ